

Dritte Sitzung – Troisième séance

Mittwoch, 28. November 2012

Mercredi, 28 novembre 2012

08.15 h

12.3185

Motion FDP-Liberale Fraktion. Interdepartementale Herangehensweise für die nächste Legislaturplanung Motion groupe libéral-radical. Aborder le prochain programme de la législature sous l'angle interdépartemental

Nationalrat/Conseil national 15.06.12

Ständerat/Conseil des Etats 28.11.12

Il presidente (Lombardi Filippo, presidente): Avete ricevuto un rapporto scritto della commissione. La commissione chiede all'unanimità di accogliere la mozione. Anche il Consiglio federale chiede l'accoglimento della mozione.

Cramer Robert (G, GE), pour la commission: Le 15 mars 2012, le groupe libéral-radical a déposé une motion par l'intermédiaire de son porte-parole, Madame Moret. Adoptée le 15 juin 2012 par le Conseil national, cette motion voit son thème totalement défini par son titre: «Aborder le prochain programme de la législature sous l'angle interdépartemental». C'est exactement le but de la présente motion, par laquelle le Conseil fédéral est prié d'adopter une approche interdépartementale et non sectorielle lorsqu'il procédera à l'évaluation de la situation de la Suisse et élaborera les objectifs et les mesures pour le prochain programme de la législature.

Le 25 octobre dernier, la commission a examiné cette motion. A vrai dire, nous avons assez peu d'éléments de référence, puisqu'il n'y a pas eu de débat au Conseil national, de sorte que les motifs de ce dernier nous sont inconnus. Toutefois, Madame Casanova, chancelière de la Confédération, a pu nous donner un certain nombre d'informations et notamment nous dire que cette motion s'inscrivait dans les projets du Conseil fédéral; celui-ci a demandé que, dans la perspective du programme de la législature 2015 à 2019, un effort particulier soit fait en vue d'une meilleure coordination entre les départements, de sorte que ce programme de la législature ne soit pas le programme de chaque département, mais qu'il coordonne véritablement les propositions des départements et soit une synthèse dont le Conseil fédéral se fera le porte-parole.

Le Conseil fédéral nous recommande dès lors d'accepter cette motion. Comme le Conseil fédéral, comme le Conseil national, et à l'unanimité, la commission vous propose également d'accepter cette motion. A ma connaissance, aucune proposition d'amendement n'a été déposée pour soumettre le rejet de cette motion à vos suffrages, de sorte que cet objet devrait passer sans trop de difficultés.

Casanova Corina, Bundeskanzlerin: Ich danke dem Berichterstatter für diese Ausführungen. Der Bundesrat schliesst sich diesen an, und er beantragt, die Motion anzunehmen. Er wird in einem Top-down-Verfahren eine Lage- und Umfeldanalyse vornehmen, die grossen Herausforderungen für

die nächste Legislaturperiode identifizieren, und dann mit einem globalen Ansatz, mit einer globalen und nichtsektoriellen Sichtweise, dem Parlament Leitlinien, Ziele und Massnahmen vorschlagen, wie es im Parlamentsgesetz vorgesehen ist.

Ich beantrage in dem Sinn Annahme der Motion.

Angenommen – Adopté

11.490

Parlamentarische Initiative Jenny This. Transparentes Abstimmungsverhalten Initiative parlementaire Jenny This. Transparence des votes

Erstrat – Premier Conseil

Ständerat/Conseil des Etats 11.06.12 (Vorprüfung – Examen préalable)

Bericht SPK-SR 25.10.12 (BBI 2012)

Rapport CIP-CE 25.10.12 (FF 2012)

Ständerat/Conseil des Etats 28.11.12 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 10.12.12 (Ordnungsantrag – Motion d'ordre)

Antrag der Mehrheit
Eintreten

Antrag der Minderheit
(Schwaller, Cramer, Egerszegi-Obrist, Lombardi, Niederberger)
Nichteintreten

Proposition de la majorité
Entrer en matière

Proposition de la minorité
(Schwaller, Cramer, Egerszegi-Obrist, Lombardi, Niederberger)
Ne pas entrer en matière

Il presidente (Lombardi Filippo, presidente): Avete ricevuto un rapporto scritto della commissione.

Comte Raphaël (RL, NE), pour la commission: Aujourd'hui, nous fêtons notre nouveau président, et en principe, lors des jours de fête, on ne discute pas des sujets qui fâchent ou qui divisent. Nous devons déroger à ce principe puisque, nous le savons, la question du vote électronique au Conseil des Etats est un sujet qui, à la fois, nous passionne et nous divise.

Nous avons mené un long débat, le 11 juin dernier, sur cette question (BO 2012 E 516). L'essentiel des arguments de fond a été exprimé, et il n'est pas nécessaire d'y revenir en détail même si nous devons peut-être en partie le faire puisqu'une proposition de non-entrée en matière a été déposée. Le fait est que, le 11 juin dernier, le conseil a décidé, par 22 voix contre 21 et 1 abstention, de donner suite à l'initiative parlementaire Jenny, qui a pour but l'introduction de la transparence des votes au Conseil des Etats par l'instauration du vote électronique sur le modèle de ce qui se passe au Conseil national.

La commission a donc dû se pencher sur la mise en oeuvre de cette initiative et sur un projet d'acte. Naturellement, la commission n'est pas partie de zéro puisqu'elle s'est tournée vers ce qui se pratique au Conseil national et rapidement deux possibilités se sont dégagées, à savoir, ou reprendre la pratique du Conseil national lors de l'introduction du vote électronique dans l'autre conseil, c'est-à-dire une pratique limitée aux votes sur l'ensemble, aux votes finaux et aux votes nécessitant des majorités qualifiées, ou reprendre la pratique actuelle du Conseil national qui prévoit que tous les

votes font l'objet d'une publication, notamment sur Internet. Au Conseil national, le vote électronique a été introduit en 1995, mais il y a donc eu une évolution de la pratique. Au début, la transparence et la publication ne s'est faite que sur une partie de ses votes et puis la pratique s'est élargie.

La commission a débattu de ces deux variantes et vous propose de retenir la variante que j'appellerai «light», à savoir la première pratique du Conseil national, où ne font l'objet d'une publication que les votes d'ensemble, les votes finaux, les votes nécessitant une majorité qualifiée et les votes pour lesquelles dix députés au moins la demandent expressément.

Pourquoi prendre cette variante un peu plus restrictive que celle que pratique aujourd'hui le Conseil national? Tout d'abord, c'est pour tenir compte du vote extrêmement serré qui a eu lieu dans notre conseil. Il y a une très forte minorité – ce sera peut-être une majorité aujourd'hui; nous verrons comment les votes vont se dérouler. Mais le sujet divise au sein de notre conseil. Pour tenir compte des arguments et des craintes de la forte minorité, des 21 députés qui s'étaient exprimés contre le fait de donner suite à l'initiative parlementaire, il nous semblait que la solution restrictive était meilleure.

Une deuxième raison tient à certains arguments évoqués par certains conseillers aux Etats lors du premier débat, notamment sur le fait que, dans notre chambre, il est habituel d'essayer de trouver un certain nombre de compromis et qu'il arrive parfois que des députés votent, sinon contre leurs convictions, en tout cas en faisant parfois un pas vers l'autre. La publication de l'ensemble des votes, notamment des votes sur toutes les propositions d'amendement, pourrait faire que certains collègues hésitent dorénavant à faire preuve d'esprit de compromis ou de consensus sur certains points. Pour maintenir cette tradition du Conseil des Etats, il me semble que la variante restrictive soit ici plus appropriée. Enfin, il nous semble que, lorsqu'un nouveau système est introduit, il est toujours nécessaire de le tester et de voir ensuite s'il peut être généralisé. Avant d'introduire la publication pour l'ensemble des votes, le Conseil national a aussi connu une pratique beaucoup plus restrictive. Donc il nous semble logique que, si notre conseil décide de suivre cette voie, il commence, comme le Conseil national, par une publication restreinte des votes qui ont lieu dans notre conseil.

Voilà donc les réflexions de votre commission. Vous trouvez aussi une proposition d'amendement de la commission qui est en fait à la base une proposition du Bureau, puisque le projet de la commission a été transmis au Bureau pour préavis.

Le Bureau a suggéré à la commission d'introduire une modification à l'article 30. J'aurai peut-être l'occasion de préciser dans la discussion par article les raisons qui ont motivé cette modification, naturellement si le conseil entre en matière, sinon je n'aurai pas besoin de le faire.

Maintenant, il vous appartient de décider si vous souhaitez confirmer votre décision du 11 juin 2012, qui avait été prise par 22 voix contre 21 et 1 abstention. Si tel est le cas, la commission vous invite à suivre ses propositions et à introduire une publication restreinte des votes qui interviennent dans notre conseil.

Schwaller Urs (CE, FR): Wir haben in der Kommission das vorgelegte Projekt inklusive Abänderungsanträge diskutiert. In der Gesamtabstimmung haben wir die Vorlage abgelehnt. Gemäss den in der Kommission erhaltenen Auskunft ist eine Ablehnung in der Gesamtabstimmung gleichbedeutend mit einem Antrag auf Nichteintreten. Dies ist der Grund, weshalb auf dem Entwurf nun der Antrag der Minderheit auf Nichteintreten lautet. Die Kommissionsminderheit lehnt die Vorlage auch in der modifizierten Form nach wie vor ab. Die modifizierte Form wurde bereits 2005 diskutiert und abgelehnt. Abgelehnt wurde damals die eingeschränkte Veröffentlichung des Abstimmungsverhaltens bei Gesamt- und Schlussabstimmungen sowie bei Ausgabenbeschlüssen, die ein qualifiziertes Mehr voraussetzen. Allein das Verhalten bei solchen Abstimmungen hätte publiziert werden sollen.

Die beantragte eingeschränkte Veröffentlichung ist eine halbe Sache. Da muss der Rat fast sicher mit dem Vorwurf der Schlaumeierei rechnen, mit dem Vorwurf, dass er mit Taschenspielertricks vorgeht und mit der Naivität der Öffentlichkeit und vor allem der interessierten Journalisten rechnet. Sicher ist, dass mit dieser Regelung niemand zufrieden sein wird, weder jene, die von ganzseitigen Ratings und Einteilungslisten und deren Kommentierung träumen, noch jene, die wie ich überzeugt sind, dass das heutige System funktioniert und der den einzelnen Ständerat zuerst einmal als Kantonsvertreter und erst in zweiter Linie als Parteivertreter versteht.

Wer wissen will, wie der einzelne Ständerat denkt, spricht und stimmt, kann dies bereits heute in Erfahrung bringen. Jeder kann es wissen, weil sich jedes einzelne Ratsmitglied unbeschränkt an der Diskussion beteiligen und intervenieren kann und dies dann auch in den Ratsprotokollen abgebildet ist. Jeder kann es hören, wenn er während der Debatte hier im Rat selber anwesend ist, oder ganz einfach, indem er dem betreffenden Parlamentarier die entsprechende Frage stellt, also direkt nachfragt. Das ist zwar etwas aufwendiger, aber ohne Weiteres vertretbar, gerade dann, wenn es darum geht, das einzelne Ständeratsmitglied nicht nur undifferenziert auf das Drücken eines Ja- oder Nein-Knopfs, auf eine blosse Ja- oder Nein-Antwort zu reduzieren, um Ratings oder Tabellen nach dem Links-rechts-Schema zu erstellen.

Es geht heute Morgen nicht um ein Ja oder Nein zur Transparenz. Die Verhandlungen des Ständerates, die hier im Rat geführten Diskussionen sind transparent. Es geht nun, nach zehn Jahren, einmal mehr um die Frage, ob wir hier ein elektronisches Abstimmungssystem wollen oder nicht. Das elektronische Abstimmungssystem wird die Diskussionskultur ändern, weil die erstellten Ratings, die erstellten Einteilungen gerade auch zu einer stärkeren Parteibindung, zu einem vermehrten Handeln nach der Parteimeinung führen werden. Letztlich geht es auch darum, ob wir am Schluss einmal oder zweimal oder dreimal pro Jahr Rating-Tabellen und eine Einteilung in ein Links-rechts-Schema wollen. Wenn Sie nicht wollen, dass ein-, zwei- oder dreimal pro Jahr solche Tabellen erstellt werden, müssen Sie zum elektronischen Abstimmungssystem Nein sagen und mit der Minderheit gegen Eintreten stimmen.

Jenny This (V, GL): Ich empfehle Ihnen, wenigstens dieser Minireform zuzustimmen.

Was hier vorliegt, ist zwar nicht das Gelbe vom Ei und nicht der grosse Knüller, aber es ist tatsächlich besser als gar nichts. Dieser Rat wird nachher, Kollege Schwaller, zum heutigen System des Nationalrates übergehen. Es braucht einfach eine gewisse Zeit. Indem wir nur die Gesamtabstimmungen und die Schlussabstimmungen veröffentlichen, verhalten wir uns alles andere als revolutionär. Ganz im Gegenteil, wir bleiben ein bisschen schummrig und ohne grosses Licht; das kann man gut finden oder auch nicht, aber es ist eine Tatsache.

Ich weiss auch gar nicht, wo das grosse Problem liegt. Transparenz ist doch für uns eine reine Selbstverständlichkeit; wir fordern das überall, aber bei uns selber wollen wir von Transparenz Abstand halten. Was dem Nationalrat recht ist, sollte für uns doch billig sein. Es wurde gesagt, es gehe eine Kultur verloren. Das Gegenteil ist der Fall. Kultur besteht darin, und das beweisen wir immer wieder, dass wir einander zuhören, dass wir anständig und mit Respekt miteinander umgehen und dass wir alle Voten ernst nehmen und einander nicht diffamieren. Das ist Kultur. Und das hat mit dem Abstimmungssystem gar nichts zu tun. Wir wollen doch auch nicht nur im Hinterzimmer tagen, wir sind ja Politiker, wir wollen in der Öffentlichkeit wahrgenommen werden. Gut, Kollege Eberle hat mir gestern gesagt, er wolle das nicht, er wolle Resultate. Das mag so sein, das will ich ja auch. Aber wenn nach vier Jahren jemand fragt, was denn der Herr Eberle gemacht habe, dann muss dieser ihm sagen, ja, dafür müsse er ihm die Protokolle zeigen. Das kann ja nicht in unserem Sinne sein. Wir können die Öffentlichkeit nur erreichen, wenn wir bereit sind, uns zu öffnen.

Wir schreiben das Jahr 2012, und da sollten wir diesen kleinen Schritt tun. Angst vor dem eigenen Bekenntnis zu haben ist ja nicht nur völlig unbegründet, sondern für mich auch ein Rätsel; für mich alleine würde das noch kein Problem darstellen, aber bei der Bevölkerung löst das Unverständnis aus. Also müssen wir hier Remedur schaffen. Es ist auch schlicht ein demokratisches Ärgernis; da dürfen wir uns nichts vormachen. Auch die selektive Offenlegung bestimmter Abstimmungen schafft letztlich nicht die grosse Transparenz, aber immerhin ist dann der zweite Schritt schnell gemacht.

Wie wir alle wissen, ist es durchaus üblich, in der Schlussabstimmung einer Vorlage auch dann zuzustimmen, wenn man in der Detailberatung nicht immer die entsprechende Meinung vertreten hat. Wir sagen dann zur ganzen Vorlage trotzdem Ja. Ich habe in der Schlussabstimmung Sparvorlagen zugestimmt, auch wenn das Resultat nicht meinen Anträgen entsprochen hat. Darum sagen die Abstimmungen in der Detailberatung viel mehr aus als die Schlussabstimmungen. Das, was hier vorgeschlagen wird, ist also lediglich eine Phantomtransparenz; es ist aber immerhin besser als gar nichts. Meine Euphorie ist ein wenig verfliegen, aber das ist ja auch nicht so schlimm. Es gibt eine Schlaumeierlösung; auch das wurde gesagt. Die bedeutendsten Abstimmungen werden nach wie vor nicht erfasst.

Ich erlebe es immer wieder – das letzte Mal gestern, bei der Abstimmung über die Verfassung des Kantons Schwyz –, dass nach Bekanntgabe des Resultats ein Raunen durch diesen Rat geht, weil man das Abstimmungsergebnis nicht nachvollziehen kann oder weil man im Glauben ist, die Abstimmung sei eigentlich anders verlaufen. Gestern wurde das Resultat auch prompt korrigiert; es waren nicht 24 Stimmen auf der einen Seite, sondern 24 Stimmen auf der anderen Seite. Diese Unsicherheiten wären wir definitiv los.

Ich hoffe, dass Sie dieser Minivorlage zustimmen – wenn nicht, werde ich kaum ein Careteam beantragen müssen. *(Heiterkeit)* Immerhin füllt mein Vorstoss praktisch die ganze Traktandenliste. Das haben in den letzten Jahren nur sehr wenige geschafft.

Theiler Georges (RL, LU): Ich darf für mich in Anspruch nehmen, über eine relativ grosse Erfahrung beim Knopfdrücken zu verfügen, habe ich doch sechzehn Jahre lang meinen Finger dafür gebraucht. Ich darf feststellen, dass ich gesund bin, dass mein Finger noch einsatzfähig ist und dass ich auch keinen psychischen Schaden genommen habe. Ich habe im Nationalrat alle Phasen mit Abstimmungen per Knopfdruck erlebt, auch die Variante, die jetzt von der Kommission vorgeschlagen wird, bei der man nur die Schluss- und GesamtAbstimmungen öffentlich macht. Ich habe dann eine zweite Phase erlebt, quasi Knopfdruck auf Abruf mit diesen Namensaufrufen in grosser Menge, und am Schluss das eigentlich selbstverständliche Abstimmen, dass alles publiziert wird. Ich glaube einfach, dass ein solches Verfahren, in welcher Form auch immer wir es einführen, unser Abstimmungsverhalten nicht beeinflussen wird. Auf mich hat das auf jeden Fall nie zugetragen. Ich meine, Herr Schwaller, dass wir als Ratsmitglieder, als Parlamentarierinnen und Parlamentarier, natürlich auf Ja und Nein reduziert werden. Das ist aber unser tägliches Brot, diese Digitalisierung ist eine politische Erfindung: Man sagt Ja, oder man sagt Nein. In der Fülle gibt das eine Aussage. Diese Umfragen sind nach meinen Gefühlen nicht ganz so schlecht, wie sie jetzt dargestellt wurden. Wenn ich Umfragen lese und die Leute kenne, stelle ich immer fest, dass die Beurteilungen nicht halb so schlecht sind, wie sie jetzt gemacht wurden; sie stimmen zum grossen Teil.

Ich meine, es wäre gut, jetzt einmal dieser Minimallösung zuzustimmen. Ich hatte anfangs in diesem Rat auch Freude, wenn ich die Hand heben konnte. Das ist irgendwie ein historisches Gefühl: Man wird an die Eidgenossen erinnert, die unten in der Eingangshalle dargestellt sind. Das ist irgendwie noch alte Tradition, und ich bin auch ein Traditionalist und habe Freude an diesen Dingen. Aber als dann diese Abstimmung kam, bei der wir mehr Leute zählten, als wir

Ratsmitglieder waren, da hatte ich, Entschuldigung, schon ein etwas seltsames Gefühl; das hat mich etwas negativ gestimmt.

Ich will Ihnen jetzt noch ein aktuelles Beispiel aus der Herbstsession geben. Da haben wir diese Solidarhaftungsdiskussion wegen der Unternehmen und deren Unterakkordanten geführt. Ich war ein vehementer Gegner und habe auch entsprechend abgestimmt – mit der Hand. Als ich nach Hause kam, schaute ich die Sendung «10 vor 10», und siehe da, dort hiess es, das sei angenommen worden, wobei ein Bild gezeigt wurde, auf dem ich im Hintergrund ziemlich deutlich zu sehen war, mit erhobener Hand. Jetzt haben die vermutlich einfach das Bild verwechselt. Wenn wir es den Fotografen oder dem Fernsehen überlassen, Transparenz künstlich herzustellen, sie dann aber leider genau das Gegenteil abbilden, so finde ich das natürlich überhaupt keine gute Sache. Deshalb müssen wir schon gut überlegen, ob wir das einfach dem Zufall überlassen wollen oder Leuten, die schnell hereinkommen, ein Foto machen und gar nicht genau wissen, worum es eigentlich geht.

Die Abstimmung von gestern ist von Herrn Jenny erwähnt worden. Wäre da nicht ein Murren durch den Saal gegangen und hätten wir nicht einen so eloquenten und intelligenten Präsidenten, so hätten wir, glaube ich, das Abstimmungsergebnis gerade falsch festgehalten. *(Unruhe)* «Nein, nein!», sagen jetzt alle. Dabei haben gestern nicht einmal die Stimmzähler reagiert, als der Präsident das Resultat falsch heruntergelesen hat. Ich habe ja gesagt, dass wir eine gute Kammer sind und wir den besten Präsidenten – nicht nur der Alpensüdseite, sondern der gesamten Schweiz – haben, weshalb wir uns da irgendwie retten konnten.

Ich habe noch eine Bemerkung zu den Finanzierungsfragen und zu den Kosten. Die Kosten sind mit 700 000 Franken ausgewiesen. Als Unternehmer und Mann der Praxis kann ich mir kaum vorstellen, dass der Ausbau einer solchen Tintenfassausparung auf meinem Pult – ich habe extra hineingeschaut, es hat einen wunderbaren goldenen Deckel, und man sieht die montierten Schläuche, man muss also nur noch die Kabel einziehen – nun pro Platz 15 000 Franken kosten soll. Ich weiss nicht, was das für eine Luxuslösung ist. Ich bitte also das Büro, gefälligst noch einmal die Offerte anzuschauen. Jedenfalls kann ich mir nicht vorstellen, dass das diesen Betrag kosten soll. Bestimmt kann ich Ihnen jemanden nennen, der das günstiger machen würde. Das ist aber ein Nebenschauplatz. Es liegt nicht an den Kosten, da sind wir uns, glaube ich, alle einig; die Kosten sind denn auch von den Gegnern nicht kritisiert worden.

Ich bitte Sie, diesem Kommissionsantrag – es ist meines Erachtens ein Kompromiss – zuzustimmen. So kann man einmal anfangen.

Präsident (Lombardi Filippo, Präsident): Danke für die Blumen, Herr Kollege! Ich möchte präzisieren, dass das Büro diesen Betrag von 700 000 Franken bereits geprüft hat. Es ist nicht so, dass diese Zahl in der Luft hängt. Das Büro hat einen Delegierten in der Person von alt Präsident Altherr designiert, um diese Arbeiten allenfalls zu verfolgen. Er hat bereits bei der einige Zeit zurückliegenden Sanierung dieses Ratssaales Erfahrungen gesammelt. Das wird ihm helfen. Ich glaube aber, dass wir die veranschlagte Zahl nicht unterschreiten werden. Die Zahlen stimmen, das Büro macht gelegentlich auch seine Hausaufgaben! *(Heiterkeit)*

Keller-Sutter Karin (RL, SG): Das Votum von Kollege Jenny hat mich etwas herausgefordert. Er hat gesagt, diese Vorlage sei nicht das Gelbe vom Ei. Da bin ich mit Ihnen, Herr Jenny, absolut einverstanden. Ich habe das letzte Mal dagegen gestimmt, und ich werde auch heute dagegen stimmen. Ich kann mich erinnern, dass damals bei der letzten Abstimmung – ich bin ja jetzt ein knappes Jahr im Rat, und bei der letzten Abstimmung war es noch viel weniger – in der Zeitung stand, junge Mitglieder wie Schmid und Keller-Sutter seien ja wahnsinnig konservativ, die würden sich sogar dieser Transparenz widersetzen. Aber ich muss Ihnen sagen: Ich habe nichts dagegen, wenn man mir hier Konservatis-

mus vorwirft. Denn ich finde, dass wir hier eine historisch begründete Tradition haben, wir sind hier in der Fortsetzung der Tagsatzung – ich will hier nicht irgendwie pathetisch werden, aber es sollte doch möglich sein, dass auch Vertreterinnen und Vertreter des Ständerates, die sich ja primär auch als Kantonsvertreter verstehen, mit der Hand ihre Stimme abgeben.

Ich habe auch gestaunt, dass This Jenny gesagt hat, es sei bei der Frage der Gewährleistung der Kantonsverfassung von Schwyz ein Raunen durch den Saal gegangen, weil man nicht genau gewusst habe, was jetzt das Ergebnis sei. Ich staune, dass ein Vertreter eines Landsgemeindekantons so etwas sagt. Denn gerade an der Landsgemeinde kann das Ausmehren auch manchmal etwas Zeit in Anspruch nehmen; das Ergebnis ist nicht immer *prima vista* erkennbar. Man muss einmal aussprechen, worum es geht. Dieses Gerede – sage ich jetzt einmal – von der Transparenz: Wir haben doch Transparenz, schauen Sie, die Tribünen sind besetzt, die Pressetribüne ist besetzt. Wenn mich ein Bürger, eine Bürgerin fragt, wie ich mich in einer Frage verhalten habe, dann gebe ich sofort Auskunft. Zum Teil steht es auch in der Zeitung. Ich stehe nicht im Ruf, meiner Meinung nicht treu zu sein oder keine Meinung zu haben. Vor einer Frage nach meinem Abstimmungsverhalten habe ich also keine Angst.

Aber es geht doch, sagen wir es klar, darum, auch in einer Kammer, in der es keine Fraktionen gibt, eine grössere Disziplinierung zu erreichen. Wen interessieren denn am Schluss diese Listen? Gewisse Parteien werden sich dafür interessieren, Lobbyisten werden sich dafür interessieren. Es wird verunmöglicht, dass man vielleicht einmal taktisch abstimmt. Fehlzählungen habe ich übrigens auch schon in Kommissionen erlebt. Dort sind wir nur dreizehn, aber dort musste man auch schon zweimal auszählen. Das kann einfach passieren.

Von daher bin ich froh, dass This Jenny sagt, er brauche kein Careteam. Ich kümmere mich gerne um ihn, wenn der Rat – was ich hoffe – diese Vorlage ablehnt und der Minderheit Schwaller folgt. (*Heiterkeit*) Ich möchte Ihnen das auch aus der Erfahrung mit dem Kantonsparlament St. Gallen empfehlen – das vielleicht noch ein letzter Gedanke: Wir haben im Kantonsparlament St. Gallen, als es noch 180 Mitglieder hatte, auch die elektronische Abstimmung eingeführt, und die Disziplinierung der Fraktionen ist natürlich grösser geworden. Das ist relativ klar.

Ich möchte Sie bitten, hier der Minderheit Schwaller zu folgen.

Diener Lenz Verena (GL, ZH): Was sind wir für ein glückliches Land und für ein glücklicher Rat, der sich zu einem solchen Thema so viel Zeit nehmen kann! Es wäre vielleicht auch nicht schlecht gewesen, zweimal leer zu schlucken und noch einmal zu reflektieren.

Wir stellen dieses elektronische Abstimmungsverfahren dar, wie wenn es eine ganze Kultur, eine ganze Politik zerstören könnte. Der Nationalrat macht das seit Jahren, (*Zwischenruf Bieri: Wir auch!*) ja, interessant ist aber, dass das so negativ dargestellt wird. Es ist doch überhaupt nicht so, dass im Nationalrat alle geschlossen parteitreu stimmen würden, überhaupt nicht. Sie haben gelernt, mit diesem Druck umzugehen.

Man kann hier zwar unsere Kultur zum Mythos emporstilisieren und sagen, sie sei etwas ganz anderes und wir seien besonders dialogfähig. Wenn ich aber sehe, wie verhärtet bei diesem Geschäft die Fronten sind, muss ich sagen, dass das überhaupt nicht für unsere Dialogfähigkeit spricht.

Wir, die in der letzten Abstimmung knapp obsiegt haben, sind bereit, zu einem ganz kleinen Teilschritt Hand zu bieten, weil wir uns gewohnt sind, dass wir nicht absolute Verlierer und nicht absolute Gewinner haben wollen, sondern miteinander eine Lösung suchen wollen. Das ist doch das, was hier permanent heraufbeschworen wird, wenn man sich gegen diese elektronische Abstimmung wehrt! Und jetzt, bei diesem Geschäft, bei dem es darum ginge, einen kleinen Schritt aufeinander zuzugehen, da mauert die Gruppe, die

das letzte Mal verloren hat. Sie sagt, das komme nicht infrage, auch dieser kleine Teilschritt sei für sie ein No-go. Grotesker kann die Situation eigentlich gar nicht mehr sein: Man beruft sich auf eine Gesprächs-, Dialog- und Konsenskultur, und gleichzeitig verhält man sich bei dieser Frage hier so absolut.

Ich hätte sehr gerne volle Transparenz, weil ich auch der Meinung bin, dass die Zwischenabstimmungen politisch viel interessanter sind als die Schlussabstimmungen. Aber ich würde meinen, dass dieser erste Schritt uns die Möglichkeit gibt, mit diesem System zu üben. Darum war ich auch in der Kommission der Meinung, es sei ein erster richtiger Schritt. Eine nächste Generation in diesem Ratssaal wird dann vielleicht die Möglichkeit haben, volle Transparenz zu schaffen. Unsere Kultur lebt oder stirbt durch die Voten, die hier fallen, durch das persönliche Verhalten. Es geht doch darum, dass wir einen respektvollen Umgang miteinander pflegen. Das kann ich unabhängig davon tun, ob ich nun elektronisch abstimme oder nicht.

Ich habe Urs Schwaller zugehört – draussen im Vorzimmer, am Fernseher; manchmal ist das noch spannender, als wenn man im Saal sitzt –: Sein Votum beinhaltete keine Stellungnahme zur Frage der Ergebnissicherheit. Ich bin jetzt schon das sechste Jahr in diesem Ratssaal. Ich muss sagen, dass ich einige Male ein ungutes Gefühl hatte, weil ich mich fragte, ob das, was gezählt wurde, wirklich dem Willen der Ja- und Nein-Stimmenden entsprach. Ich finde, die Gewährleistung, dass das Resultat stimmt, ist etwas absolut Zentrales bei Abstimmungen. Das ist für mich der Hauptgrund für die Zustimmung.

Ich bitte Sie alle, sich doch noch einmal zu überlegen, ob Sie nicht bereit sind, diesen ersten, kleinen Schritt zu machen und uns die Möglichkeit zu geben, unsere Kultur trotzdem zu erhalten.

Föhn Peter (V, SZ): Frau Diener hat es richtig gesagt: Wir sind wirklich ein glücklicher Rat. Ich betrachte diese Diskussion jetzt überhaupt nicht als verhärtet, im Gegenteil: Sie widerspiegelt gerade unsere Vielfältigkeit, das vielfältige System, wie wir es hier haben. Es funktioniert ja gut. Nachdem ich letztes Jahr vom Nationalratssaal in den Ständeratssaal hinübertreten durfte – es hat mir drüben auch gefallen –, muss ich sagen: Es ist einfach ein anderes System, und das liegt letztendlich nicht an der Auszählung, nicht daran, ob sie von Hand oder elektronisch gemacht wird.

Der Kommissionssprecher hat von den zwei Varianten, von den zwei Möglichkeiten gesprochen. Persönlich wäre ich grundsätzlich gerne der Variante gefolgt, wie sie heute im Nationalrat gelebt wird. Aus Respekt gegenüber den kritischen Stimmen kann ich aber sagen: Ja gut, die vorliegende Lösung ist schon ein erster, ein guter Schritt, wie ihn unsere Bürgerinnen und Bürger, unsere Wählerinnen und Wähler eigentlich auch wollen. Sie wollen Transparenz. Es wurde heute gesagt: Transparenz wird allüberall hochgehalten. Es ist nicht mehr wie früher. Man will in allen Belangen mehr Einsicht haben, und gerade hier ist das auch wichtig.

Herr Schwaller spricht von einer halben Sache, welche niemanden befriedigen würde. Aber Herr Kollege Schwaller, wir können gerade mit dieser halben Sache beweisen, dass Ihre Befürchtungen, so hoffe ich, nicht begründet sind. Und davon bin ich überzeugt. Jedenfalls bin ich überzeugt – und das spreche ich jetzt nur von mir –, dass wir mit dieser halben Sache genau die gleichen Diskussionen führen werden. Ich werde die gleichen Diskussionen anstossen und mich auch genau gleich ausdrücken. Ich bin überzeugt, dass jeder Kollege und jede Kollegin hier drin es wie bis anhin auch so halten wird: Wir werden genau gleich respektvoll miteinander umgehen. Weshalb wollen oder dürfen wir uns selber den Spiegel nicht vorhalten? Ich bin überzeugt, dass auch mit der Veröffentlichung der Abstimmungsergebnisse die Diskussionskultur gleich bleiben wird. Ich kann sie nur rühmen: Unsere Diskussionskultur ist beispielhaft, und sie wird auch weiterhin beispielhaft sein. Aber der Hauptgrund meiner Zustimmung sind die Mitbürgerinnen und Mitbürger in meinem Kanton. Unsere Bürger haben ein Recht darauf, nachvollzie-

hen zu können, wie wir in einer Schlussabstimmung zu einem Resultat kommen, wie wir zum Schlussentscheid kommen. Insbesondere die Wählerinnen und Wähler haben ein Recht zu wissen, wozu ich in diesem Saal stehe. Dazu gehört besonders das Abstimmungsverhalten. Deshalb unterstütze ich das Anliegen.

Bruderer Wyss Pascale (S, AG): Wichtiger als die Frage, wie wir abstimmen, wird auch in Zukunft die Frage sein, was wir entscheiden. Ich glaube, da sind wir uns alle einig. Dennoch haben wir jetzt diese Diskussion zu führen und nachher darüber zu entscheiden, ob wir bei den Abstimmungen mehr Transparenz haben möchten oder nicht.

Im Hinterkopf habe ich die Diskussion vom vergangenen Sommer, die ja sehr kontrovers war. Man kann bedauern, dass eine emotionale Debatte geführt wurde, man kann aber auch sagen – und das ist die Schlussfolgerung, die ich ziehe –, dass wir uns gegenseitig unsere Meinungen und unsere Befürchtungen vor Augen führen konnten.

Ich persönlich kann sagen, dass ich aus jener Diskussion mitgenommen habe, dass die Ratskultur im Ständerat uns allen sehr am Herzen liegt. Gerade deshalb bin ich absolut überzeugt, dass sich Ständeratsmitglieder nicht von Ratings beeindrucken lassen, auch in Zukunft nicht. Warum auch? Wir sind nicht den Medien verpflichtet, wir sind auch nicht in erster Linie unserer jeweiligen Partei verpflichtet. Wir sind dem Kanton verpflichtet, den wir hier vertreten dürfen, und der Bevölkerung des Kantons. Das ist das Selbstverständnis der Ständeratsmitglieder. Gerade deshalb werden wir uns gegen Druck, der medial aufgebaut werden könnte – mit Ratings, wie sie auch Herr Schwaller in seinem Votum für die Minderheit erwähnt hat –, wohl zu wehren wissen. Mit Blick auf dieses Selbstverständnis sind wir uns, glaube ich, alle einig.

Mit der kontroversen und emotionalen Debatte im Hinterkopf finde ich es auch absolut richtig, dass die Kommission zum Schluss gekommen ist, es sei ein kleiner Schritt zu wagen, der es eben auch ermöglicht, erste Erfahrungen zu sammeln, und dann allenfalls nach einer weiteren Diskussion gemeinsam zu entscheiden, ob weitere Schritte in Angriff genommen werden können. Vielleicht hält man dann weitere Schritte nicht für nötig. Wir haben hier eine gute Grundlage, die nur einen sehr moderaten Schritt vorsieht und damit den Sorgen und der Skepsis vieler Ratsmitglieder Rechnung trägt.

Ich empfehle Ihnen, auf die Vorlage einzutreten.

Luginbühl Werner (BD, BE): Für mich ist das nicht eine derart entscheidende Frage, dass wir uns in sie verbeissen müssen. Aber es ist nach meiner Auffassung keine unbedeutende Frage. Ich habe auch den Eindruck, dass es mit der Transparenz nicht so im Argen liegt, wie von den Befürwortern immer wieder dargelegt wurde. Jedes Wort, das hier drin gesprochen wird, kann sich die Bürgerin, der Bürger mit drei Mausklicks anhören und auch ansehen und nachlesen – jedes Wort. Beim einen oder anderen bzw. natürlich bei den meisten ist ja nach ihren Voten auch etwa erkennbar, was für eine Meinung er oder sie zum Thema hat. (*Heiterkeit*) Hierzu mal so viel.

Dann zur Forderung nach Transparenz: Ab und zu habe ich auch Kontakt mit Bürgerinnen und Bürgern. Letztes Jahr haben wir alle einen Wahlkampf geführt. Auch da hatten wir intensive Kontakte mit Bürgerinnen und Bürgern. Kein Mensch hat mich in meiner politisch aktiven Zeit jemals auf die Transparenz oder auf mangelnde Transparenz angesprochen – kein Mensch. Ist es wirklich ein Defizit, das der Bürger feststellt, oder haben wir in der Zeitung gelesen, dass wir ein Defizit an Transparenz haben?

Es ist eben keine Minireform, es ist ein Paradigmenwechsel. Paradigmenwechsel tönt jetzt so dramatisch. Es ist ein Paradigmenwechsel in einer wichtigen, aber nicht in einer entscheidenden Frage – aber es ist ein Paradigmenwechsel, wenn wir jetzt umstellen. Wenn wir jetzt diesen ersten Schritt machen, dann werden wir in einem halben Jahr den nächsten Vorstoss auf dem Tisch haben, der den zweiten Schritt

verlangt. In spätestens zwei Jahren sind wir gleich weit wie der Nationalrat. Noch einmal: Wenn Sie dieser Vorlage zustimmen, wird es keine raschen und radikalen Änderungen geben, das glaube ich auch nicht. Es wird vielmehr eine kleine, schleichende Veränderung geben, und ich bin überzeugt, dass ein Stück politische Kultur und auch ein Stück Qualität verlorengehen. Das ist nach meiner Auffassung nicht nötig.

Freitag Pankraz (RL, GL): Erlauben Sie mir noch eine Wortmeldung als inzwischen offizieller, seit drei Tagen geübter Stimmzähler:

1. Das bestehende System ist auch fehlertolerant. Ich erinnere an die Abstimmung, wo zuerst Mehrheit und Minderheit vertauscht worden sind. Dazu möchte ich einfach sagen: Das gegenseitige Verstehen in der Politik ist oft ja eh schon schwierig. In einem viersprachigen Land ist es tendenziell natürlich noch schwieriger. Aber ich habe mir als Neuling jetzt erklären lassen: Wir füllen ja solche Papiere aus, da sind die Zahlen drauf; die gehen dann vom Präsidenten zum Ratssekretär und am Schluss sogar zum Protokollführer. Wenn jetzt so eine Fehlinterpretation stehengeblieben wäre, dann wäre das spätestens beim Sekretär oder im Protokoll wieder korrigiert worden. Sie können insofern ein bisschen beruhigt sein. Man kann auch gewisse Fehler machen; die werden dann sogar wieder korrigiert.

2. Es wurde gesagt, es sei bei der genannten Abstimmung ein Raunen durch den Saal gegangen. Ich habe das auch festgestellt. Ich kann natürlich nicht sagen, warum Sie geraunt haben, aber meine Interpretation war nicht, dass Sie geglaubt haben, wir hätten falsch gezählt. Meine Interpretation war: Sie oder Einzelne von Ihnen waren ein bisschen überrascht über das Ergebnis; da kann ich mich allerdings täuschen.

Ich neige in dieser Frage zu einer gewissen Gelassenheit. Aber mit einem Begriff habe ich in diesem Saal – mit diesem wunderbaren Leuchter in der Mitte – echt Mühe, nämlich mit dem Begriff «Dunkelkammer». Da muss ich Ihnen sagen: Wenn Sie wirklich das Gefühl haben, dass wir hier in einer Dunkelkammer sitzen, dann müssen Sie sich entweder eine Brille zulegen oder – wenn Sie schon eine haben – eine bessere kaufen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit ... 25 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 20 Stimmen

Il presidente (Lombardi Filippo, presidente): Con questo, il Consiglio non entra in materia e il disegno è liquidato.

Schluss der Sitzung um 09.10 Uhr

La séance est levée à 09 h 10